

**COUR D'APPEL
DE SAINT-DENIS
CHAMBRE P.P. AUTRES**

Republique Française
au nom du Peuple Français

R.G : 11/01642

**ORDONNANCE N°34
du 1^{er} SEPTEMBRE 2011**

Ordonnance du 30 août 2011 rendue par le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Saint-Denis.
NATURE : Recours contre une décision administrative relative au maintien en rétention des étrangers.

ENTRE :

APPELANT :

A. M. [REDACTED]
représenté par la SELARL LARIFOU, avocat au barreau de Saint-Pierre substitué par Maître GOULAMALY, avocat au barreau de Saint-Denis

INTIME :

Monsieur LE PREFET DE LA REUNION,
Représentée par Mme Dominique PERROCHON
Hotel de la Préfecture - Place Barachois - 97405 SAINT DENIS

Nous, Dominique FERRIERE, Premier Président de la Cour d'Appel de Saint-Denis de la Réunion

Assisté de Marie Jo FOLIO, adjoint administratif, faisant fonction de greffier

Vu les articles L 552-9 et suivants et R 552-12 et suivants du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Vu les pièces de la procédure établie par les services de la direction départementale de la police aux frontières de la Réunion faisant l'objet du procès-verbal n° 72/DPAF/11 ;

Vu l'arrêté d'obligation de quitter le territoire français pris le 26 août 2011 par Monsieur le Préfet de la Réunion à l'encontre de Monsieur A. [REDACTED],

Vu l'arrêté pris le 26 août 2011 par Monsieur le Préfet de la Réunion prescrivant le maintien en rétention de Monsieur M. [REDACTED] qui lui a été notifié le jour-même à 17 heures 45,

Vu l'ordonnance prise le 30 août 2011 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal de grande instance de Saint-Denis ,

Vu la déclaration d'appel de Monsieur M. [REDACTED] contre ladite ordonnance transmise au greffe de la Cour par télécopie le 30 août 2011 à 17 heures 33 et enregistrée au répertoire général sous le n° 11/01642, sollicitant du premier président qu'il infirme cette décision,

Vu les débats à l'audience de ce jour, Monsieur le procureur général régulièrement avisé le 31 août 2011 non comparant, Madame Dominique PERROCHON, représentant Monsieur le préfet de la Réunion, entendue en ses observations, et Maître GOULAMALY, substituant Maître LARIFOU, avocat au Barreau de Saint-Denis - lequel sera à sa demande commis d'office par le présent -, entendu le dernier en sa plaidoirie pour la défense de Monsieur M. [REDACTED],

SUR QUOI

Attendu que le conseil de Monsieur M. [REDACTED] fait valoir que le juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Saint-Denis a été saisi de la requête de Monsieur le préfet de la Réunion aux fins de prolongation de la rétention administrative, par télécopie, le 29 août 2011 à 11 heures 36 et qu'il devait donc impérativement statuer avant le 30 août 2011 à 11 heure 36 ; qu'il conclut que l'affaire n'ayant été appelée qu'à 11 heures 30, le délai légal de vingt-quatre heures pour le magistrat rendre sa décision, n'a pas été respecté et cette décision doit être annulée ;

Attendu que l'article L 552-1 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile dispose que "quand un délai de cinq jours s'est écoulé depuis la décision de placement en rétention, le juge des libertés et de la détention est saisi aux fins de prolongation de la rétention. Le juge statue dans les vingt-quatre heures de sa saisine par ordonnance ... après audition du représentant de l'administration... et de l'intéressé ou de son conseil, s'il en a un...";

Attendu qu'il en résulte qu'à réception de la requête du préfet, l'audience du juge des libertés et de la détention au cours de laquelle il procède à l'audition du représentant de l'administration et de l'intéressé ou de son conseil, doit être convoquée et tenue de telle sorte qu'à l'issue de celle-ci - compris le temps de réflexion nécessaire au magistrat pour apprécier les éléments de la procédure et du débat contradictoire -, il puisse rendre son ordonnance dans les vingt-quatre heures de sa saisine ; qu'il convient d'ailleurs que celle-ci mentionne l'heure du prononcé pour que cette heure soit certaine ;

Attendu qu'en l'espèce, Monsieur M. [REDACTED] a comparu devant le juge des libertés et de la détention à 11 heures 30 soit six minutes seulement avant l'expiration du délai de 24 heures dont disposait le magistrat pour statuer ;

Attendu que l'ordonnance frappée d'appel ne fait pas mention de l'heure de son prononcé ; que cependant, elle ne peut matériellement pas avoir été rendue moins de six minutes après le début de l'audience au cours de laquelle le juge des libertés et de la détention a successivement entendu Monsieur M. [REDACTED] de surcroît avec l'assistance téléphonique d'un interprète en fonction en métropole, ce qui complique et ralentit évidemment les débats -, son conseil, la représentante du préfet, puis encore en dernier Monsieur M. [REDACTED] et enfin établi le procès-verbal correspondant, avant de rédiger sa décision ;

Attendu qu'en conséquence, il convient de dire et juger que l'ordonnance a été rendue hors délai ; que ce dépassement a nécessairement fait grief à l'intéressé puisque le délai prévu a pour objet de garantir la liberté fondamentale d'aller et venir qui ne peut être limitée que dans le respect absolu des dispositions légales ;

Attendu qu'en conséquence, l'ordonnance du juge des libertés et de la détention du tribunal de grande instance de Saint-Denis est irrégulière ; qu'elle doit être annulée et Monsieur M. [REDACTED] remis en liberté après lui avoir rappelé son obligation de quitter le territoire national ;

Attendu qu'en l'état de cette annulation, il n'y a pas lieu d'examiner les autres griefs formulés à l'encontre de l'ordonnance frappée d'appel ;

PAR CES MOTIFS,

Statuant par ordonnance rendue contradictoirement et en dernier ressort, ce jour 1er septembre 2011, à 15 heures 45,

COMMETTONS d'office Maître LARIFOU à la défense de Monsieur [REDACTED]

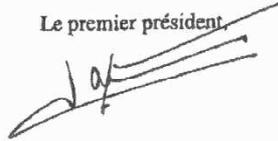
ANNULONS l'ordonnance prise le 30 août 2011 par le juge des libertés et de la détention du Tribunal de grande instance de Saint-Denis.

ORDONNONS que Monsieur [REDACTED] soit remis en liberté après lui avoir rappelé son obligation de quitter le territoire national.

Le greffier,



Le premier président



En conséquence la République Française mande et ordonne à tous les Huissiers de Justice sur ce requis de mettre le présent arrêt à exécution.
Aux Procureurs Généraux et Procureurs de la République près les Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main.
A tous Commandans et Officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi la minute du présent arrêt a été signée comme dessus.

Le Greffier en Chef,

